

**Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire**

Orléans, le 4 mars 2015

Unité territoriale du Loiret

**INSTALLATIONS CLASSEES**

**Société Giennoise d'Assainissement MEYER**

**Lieudit « Les Gallards »  
Route de Coullons  
à  
POILLY LEZ GIEN**

**prescriptions complémentaires**

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

### **I – Présentation de l'établissement**

La Société Giennoise d'Assainissement (SGA) MEYER couvre une superficie de 33 000 m<sup>2</sup> sur le territoire de la commune de POLLY LEZ GIEN au lieu-dit « Les Gallards ».

Cette société exploite une plate-forme de transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 26 décembre 2011, la quantité maximale de :

- déchets dangereux sur site n'excédant pas 945 tonnes ;
- déchets non dangereux sur site n'excédant pas 1 041 m<sup>3</sup>.

Le site industriel comprend les infrastructures suivantes :

- un bâtiment avec vestiaires, garage et habitation ;
- un centre d'entreposage provisoire pour le stockage de l'ensemble des déchets collectés ;
- une zone imperméabilisée pour le stationnement des véhicules légers devant le bâtiment administratif ;
- un hangar pour le stationnement des camions de l'entreprise.

Par arrêté préfectoral complémentaire en date du 3 avril 2014, la société SGA MEYER s'est vue imposer la constitution de garanties pour la mise en sécurité de ses installations en cas de défaillance de l'exploitant et ce, pour un montant d'environ 787 951€ TTC.

### **II – Situation administrative de l'établissement**

#### **II.1 – Directive IED**

La directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive « IED », adoptée le 24 novembre 2010, est entrée en vigueur le 7 janvier 2011. Cette directive est issue de la fusion de sept directives dont la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite directive « IPPC », reprise au chapitre II de la directive 2010/75/UE.

L'identification des installations visées par la directive « IED » s'effectue par l'intermédiaire des nouvelles rubriques « 3000 » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, introduites par le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013.  
 Au regard de ces évolutions réglementaires, la société SGA MEYER s'est positionnée sur le classement de ses activités au regard des rubriques « 3000 » précitées.

Ce classement est repris dans le tableau présenté ci-après :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Régime de classement
3550*	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes.	945 tonnes	A

*\* rubrique retenue par l'exploitant comme étant la rubrique principale*

## II.1 – Autres modifications du classement des activités

Les dispositions du décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifient la nomenclature des installations classées à partir du 1<sup>er</sup> juin 2015, notamment en créant les rubriques 4000, en supprimant certaines rubriques 1000.

A cet effet, les installations de la société SGA MEYER visaient par les rubriques 1432 et 1435 sont à actualiser au regard de ces évolutions.

Ainsi, l'article 1.2.1 du projet d'arrêté préfectoral joint actualise la situation administrative du site au titre de la rubrique :

- 4331 : pour le stockage aérien de liquides inflammables non nommément désignés (jus résiduaire inflammables) ;
- 4734 : pour les stockages aériens et enterrés de liquides inflammables nommément désignés de type gasoil et fuel ;
- 1435 : pour la distribution de carburants (gasoil notamment) avec suppression de la notion de capacité équivalente.

## III – Modifications des conditions d'exploiter

### III.1 – Modification de la capacité de stockage des jus résiduaire inflammables

Actuellement, les stockages sur site susceptibles de présenter un risque d'incendie sont les suivants :

- une cuve compartimentée de gasoil / FOD ;
- six cuves aériennes de stockages d'hydrocarbures ;
- une cuve de jus résiduaire de capacité 10 m<sup>3</sup> ;
- deux autres cuves aériennes de stockage d'hydrocarbures ;
- les petits conditionnements de déchets liquides et solides inflammables en fûts.

Par courrier en date du 21 juillet 2014, l'exploitant a sollicité auprès de Monsieur le préfet, la possibilité de substituer la cuve aérienne précitée de 10 m<sup>3</sup> par une cuve aérienne de 20 m<sup>3</sup>.

Dans ce cadre, l'exploitant a réalisé une étude des flux thermiques pouvant être générés en cas d'incendie de la nouvelle cuve.

Ainsi, l'exploitant a étudié le scénario incendie concernant le feu de nappe au droit de la rétention de la nouvelle cuve aérienne de stockage.

Les effets thermiques modélisés restent confinés sur le site et n'induisent pas de risques supplémentaires par rapport à la situation actuelle.

Ainsi, le projet d'arrêté préfectoral joint au rapport prend en compte l'installation de cette nouvelle cuve de stockage de jus résiduaire inflammables (alcool).

### III.2 – Dispositions relatives aux rejets aqueux de l'établissement vers le milieu naturel

A l'occasion de la visite d'inspection des installations réalisée le 28 janvier 2014, il avait été constaté qu'aucune analyse n'avait été réalisée au niveau du point de rejet n°1 (rejet vers le fossé après transit des effluents dans le bassin de confinement).

A cet égard, l'exploitant avait indiqué que les travaux de réfection du bassin (suite à l'incendie de 2010) ont été réalisés de sorte à ce qu'il n'y ait plus aucun rejet d'eaux épurées vers le milieu récepteur.

L'inspection avait constaté visuellement que le bassin de confinement était pourvu d'un géotextile couvrant l'intégralité du bassin sans qu'aucun exutoire vers le milieu naturel (fossé d'infiltration) ne soit à considérer.

Les eaux confinées dans le bassin sont fréquemment pompées et utilisées pour le lavage des camions et le curage des réseaux d'assainissement.

Suite à ces constats, l'exploitant a adressé à Monsieur le préfet le 20 mars 2014, un courrier sollicitant la modification de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2011 visant à réduire le nombre de points de rejets à un seul.

Ainsi, le projet d'arrêté préfectoral joint réduit le nombre de points de rejets à un unique et les conditions d'auto-surveillance ont également été revues.

### III.3 – Prescriptions complémentaires suite à la réalisation du dossier de mise en conformité (surveillance des eaux souterraines notamment)

#### Contexte

Par courrier préfectoral en date du 6 janvier 2014, Monsieur le préfet a pris acte du classement au titre de la rubrique 3550 de la nomenclature des installations classées.

Dans ce cadre, il avait été rappelé à l'exploitant que conformément à l'article R.515-82 du code de l'environnement, le dossier de mise en conformité auquel est joint le rapport de base prévu à l'article R.515-59.I-3 devait être transmis pour le 7 janvier 2014.

Ainsi, par courriers en date des 21 juillet 2014 et 12 janvier 2015, l'exploitant a transmis les éléments attendus à l'inspection des installations classées.

Pour mémoire et conformément aux dispositions de l'article R.515-59 du code précité, le rapport de base *« contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation. »*

*Il comprend au minimum :*

*a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;*

*b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges. »*

Conformément aux exigences précitées, le rapport de base établi par l'exploitant découle d'investigations environnementales réalisées au droit de plusieurs zones d'utilisation ou de stockage de produits potentiellement polluants et, notamment :

- les cuves aériennes d'hydrocarbures et de jus résiduels inflammables ;
- la station de lavage des camions et son déboureur-déshuileur ;
- la cuve compartimentée de carburants pour la station-service ;
- les canalisations de transferts de carburants ;
- la plate-forme extérieure d'entreposage de déchets dangereux ;
- les alvéoles de stockage de déchets telles que les terres polluées aux hydrocarbures ;
- le séparateur d'hydrocarbures du bassin de rétention étanche.

Concernant :

- les sols de site d'implantation de la société SGA MEYER, ces derniers sont constitués d'alluvions sus-jacents à une formation argileuse surmontant une épaisse couche d'argiles à silex ;
- les eaux souterraines, ces dernières sont considérées comme vulnérables compte tenu de la présence d'une nappe dans les formations alluvionnaires peu profondes (environ 10-15 mètres). Néanmoins, son usage n'est pas sensible en tenant compte de l'éloignement des captages AEP à près de 3 km et leu positionnement en latéral hydraulique.

#### Investigations des sols

Les sondages de sol ont été réalisés au moyen d'une foreuse lourde par carottage sous gaine. 18 sondages ont été réalisés au droit ou à proximité immédiate des zones précitées présentant un risque potentiel de pollution des sols et 2 en tant que sondages témoins hors zone d'activités.

Le programme analytique de base était de considérer les polluants suivants : hydrocarbures totaux, HAP et métaux.

Des compléments d'analyses ont été effectués pour les sondages situés au droit des zones de stockage de déchets dangereux (alvéoles, plate-forme et cuve jus résiduaire) :

- sur les COHV et les hydrocarbures volatils ;
- sur les BTEX, naphtalène, alcools et solvants polaires ;
- glycols et phtalates.

#### Investigation des eaux souterraines

Dans ce cadre, 3 piézomètres ont été installés et des mesures de niveaux statiques de la nappe alluviale ont été réalisées pour évaluer le sens d'écoulement de la nappe.

Un échantillon d'eau souterraine a été prélevé dans chaque piézomètre après une période de purge et le programme analytique a considéré les polluants suivants :

- les métaux ;
- les hydrocarbures totaux, les HAP ;
- les COHV ;
- les BTEX, naphtalène, alcools et solvants polaires.

#### Résultats des investigations

A l'issue des investigations, deux zones d'impact des sols ont été caractérisées :

- une première zone au niveau de l'aire de lavage devant le local contenant la cuve de fioul en raison de la teneur en hydrocarbures totaux ;
- une deuxième zone au niveau de la plate-forme extérieure de stockage des déchets en raison des teneurs en hydrocarbures totaux, en hydrocarbures volatils, en naphtalène.

Le rapport indique que :

- pour la première zone, la pollution « apparaît peu étendue verticalement et horizontalement en tenant compte des résultats des échantillons sous-jacents et des autres sondages de proximité ne révélant aucune anomalie en hydrocarbures » ;
- pour la seconde zone, la pollution « aux hydrocarbures apparaît peu étendue verticalement en tenant compte des résultats des échantillons sous-jacents et la teneur maximale pour la somme des BTEX reste faible et non révélatrice d'un impact de pollution » ;
- pour les eaux souterraines, « seul le mercure a été retrouvé à une teneur anormalement élevée sur le piézomètre aval PZ3. Aucune source avérée de pollution au mercure dans les sols n'a été identifiée à l'issue des investigations. Cet impact sur la nappe devra être confirmé lors de la prochaine campagne de prélèvements d'eaux souterraines ».

## Conclusions et propositions

Le bureau d'études ayant réalisé le rapport de base conclut « qu'au vu des résultats d'analyses et de la conclusion, [le bureau d'études] ne préconise aucune investigation complémentaire pour les sols et/ou travaux de réhabilitation mais recommande les mesures conservatoires suivantes :

- la poursuite de la réalisation de prélèvements de contrôles des eaux souterraines avec une fréquence semestrielle au sein des 3 piézomètres afin de suivre les résultats actuels ;
- la réalisation d'un nivellement des trois ouvrages par un géomètre ».

Ainsi, l'article 9.2.5 du projet d'arrêté préfectoral joint impose à l'exploitant :

- le maintien du dispositif piézométrique actuellement présent sur site avec la réalisation d'un nivellement des ouvrages dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêté ;
- l'entretien et la protection de ces ouvrages contre les risques de détérioration ;
- la réalisation de deux analyses annuelles en période « hautes eaux » et « basses eaux » couvrant les paramètres suivants : hydrocarbures totaux (C5-C40), HAP, COHV, BTEX et métaux (dont le mercure).

Au regard des analyses qui seront réalisées, la fréquence de cette dernière et les paramètres analytiques (polluants) pourront être réexaminés après accord de l'inspection à raison des résultats obtenus notamment.

Par ailleurs, compte tenu de la présence notable de mercure dans la nappe superficielle sous jacente (9,7 µg/l mesurés en aval hydraulique), l'inspection propose également d'imposer à l'exploitant de considérer ce polluant dans les analyses semestrielles réalisées sur les eaux de surface avant rejet dans le bassin d'infiltration.

Tout comme ce qui précède, le suivi de ce paramètre pourra être écarté en fonction des résultats d'analyse obtenus.

## **IV – Conclusions et propositions de l'inspection des installations classées**

Au vu de l'ensemble des éléments précités, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET :

- de mettre à jour la situation administrative de l'établissement au regard des rubriques 3000 et 4000 de la nomenclature des installations classées ;
- d'imposer la fourniture d'un dossier de réexamen des conditions d'exploiter dès lors que les conclusions des MTD (meilleures techniques disponibles) associées au BREF de la rubrique principale seront publiées au Journal Officiel, en application des dispositions des articles R.515-70 et suivants du Code de l'Environnement ;
- de donner acte à l'augmentation de la capacité de stockage sur site des jus résiduels inflammables ;
- d'actualiser au regard de l'existant, le nombre de points de rejets aqueux de l'établissement ;
- d'imposer à l'exploitant le maintien de la surveillance des eaux souterraines (au moyen de 3 piézomètres) telle que recommandée suite à la réalisation du rapport de base transmis le 12 janvier 2015 ;
- d'abroger les arrêtés préfectoraux existants précédents et, notamment celui du 26 décembre 2011 pour une meilleure lisibilité des exigences auxquelles est soumis l'exploitant.

Le projet d'arrêté préfectoral, joint en annexe du présent rapport, doit être présenté pour avis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST), conformément à l'article R 512-31 précité.

L'inspecteur de l'environnement,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret,  
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL – 45042 ORLEANS.

Pour le Directeur,  
Le chef de l'Unité Territoriale du Loiret,

Signé